

UN CINQUANTENAIRE OUBLIÉ

La révolte des vigneron du Midi

« Qui sommes-nous? Nous sommes ceux qui crèvent de faim, nous sommes ceux qui ont des vignes au soleil et des outils au bout des bras, ceux qui veulent manger en travaillant, ceux qui ont droit à la vie, nous sommes ceux qui ne veulent pas crever de faim. »

« Vous tous qui vivez de la vigne, debout ».

C'est par ces quelques lignes du premier numéro du « Tocsin » du 21 avril 1907 que s'exprimait la misère et la colère d'un peuple et que le Comité d'Argelliers appelait à la révolte.

La situation du Midi viticole était dramatique. La cause essentielle en était la mévente du vin, le privilège scandaleux des bouilleurs de crû et la carence des pouvoirs publics pour remédier à cette situation. Depuis plusieurs années, le vin ne se vendant pas restait dans les chais ou était vendu à vil prix, la misère était générale, engendrée par un chômage presque total et la ruine des petits exploitants.

Dur à la besogne, le paysan languedocien devait l'être tout autant dans la lutte engagée pour son droit à la vie. Le mouvement parti de quelques Comités hâtivement constitués, devait gagner en ampleur de jour en jour pour devenir en quelques semaines un véritable raz de marée.

A dater du rassemblement de Narbonne du 5 mai qui groupait 100.000 manifestants, les masses paysannes n'eurent plus besoin d'appels, de signaux ou d'avertissements pour se rassembler sur le lieu des manifestations; hommes, femmes, enfants quittaient leurs villages dans la nuit pour rejoindre les trains ou arriver à pied.

Ils étaient 150.000 à Béziers le 12 mai, 180.000 à Perpignan le 19, 200.000 à Carcassonne le 26 et enfin près d'un million à Montpellier le 9 juin.

Après chaque manifestation, les fédérés renouvelaient en ces termes le serment de Narbonne: « Nous jurons de nous unir pour la défense viticole; celui qui par intérêt, par ambition ou esprit politique empêcherait d'avoir gain de cause sera jugé et exécuté séance tenante ».

Le 12 mai, à Béziers, à l'issue de la manifestation, l'ultimatum suivant était adressé au gouvernement: « Si à la date du 10 juin le gouvernement n'a pas pris les dispositions nécessaires pour provoquer le relèvement des cours, la grève de l'impôt sera proclamée et le Comité envisagera, s'il y a lieu, de prendre des dispositions encore plus énergiques ».

Les Conseils municipaux démissionnent, les portes des mairies sont murées, la vie municipale est suspendue. C'est alors que le pouvoir exécutif se dresse. Clemenceau, président du Conseil, adresse aux Maires des départements soulevés, une lettre par laquelle il les invite à reprendre leurs fonctions et termine en disant que « quoi qu'il puisse lui en coûter, force restera à la loi ».

A cette lettre Marcellin Albert, un des chefs reconnu du mouvement répond: « Nous n'avons pas d'ordre à recevoir du Président du Conseil, j'engage les municipalités démissionnaires à se conformer à cette décision ».

La lutte est maintenant engagée et la répression commence. Des troupes et de la gendarmerie sont envoyées en hâte dans le Midi soulevé, avec mission de réprimer la révolte sans pitié. 6 morts et de nombreux blessés à Narbonne furent le premier bilan de cette répression féroce.

Mais certains corps de troupes recrutés localement devaient donner un exemple qui restera longtemps vivace dans l'esprit des paysans du Midi. Le 100^e de ligne fraternisait à Narbonne avec la population et le 21 juin le 17^e de ligne, en garnison à Agde, se mutine, quitte sa caserne, prend des munitions et sous la conduite d'un caporal marche sur Béziers où il est accueilli dans l'enthousiasme par la population en révolte.

Après la reddition sur promesse, non tenue, qu'il n'y aurait pas de punitions individuelles, le 17^e est envoyé à Gap, lieu de résidence pénitentiaire et le bataillon le plus mal noté à Gafsa (Tunisie) dont il allait pourvoir les hôpitaux.

Parallèlement les arrestations se multiplient, la plupart des chefs du mouvement sont incarcérés et 89 accusés envoyés devant la cour d'assise de l'Hérault.

De cette lutte, il est resté le chant « Gloire au 17^e », un chant de fraternisation entre soldats et grévistes. Mentionnons qu'une brochure « Gloire au 17^e », écrite par André Marty — lequel avait participé dans sa jeunesse à la révolte des vigneron — fut supprimée quand celui-ci fut exclu du PCF.

..

Cinquante ans ont passé depuis cette levée en masse et, si la situation des vigneron du Midi est moins misérable, elle n'en est pas moins critique. Cette région de France, où seule la vigne pousse, est encore une des plus déshéritées.

Les syndicats agricoles sont nombreux, des caves coopératives existent dans presque toutes les communes, mais le vin se vend toujours mal ou pas. Le litre de vin payé de 30 à 35 fr. le litre au producteur selon le bon vouloir des courtiers où leur esprit spéculatif est revendu, selon le lieu, dans les villes 70 à 80 fr. à la consommation. Trop de parasites intermédiaires sont introduits dans le circuit, en particulier l'Etat qui prélève une dime de 12 francs par litre.

Depuis l'occupation, la production du vin se généralise en France dans toutes les régions au détriment de celles du Midi qui ne peuvent produire que du vin. Les campagnes sont de plus en plus désertées, le chômage s'accroît et pour les ouvriers viticoles qui trouvent à s'employer, le salaire mensuel dépasse rarement 20.000 francs. Les petits exploitants sont endettés auprès du crédit agricole et obligés de vendre à des conditions souvent dérisoires, leurs vignes que seuls les gros hobereaux peuvent acheter, augmentant ainsi leurs domaines.

Dans les villes, les industries qui directement ou

indirectement se rattachent à la viticulture sont fortement touchées par la crise. Les sulfates et engrais sont vendus à des prix prohibitifs; enfin les conditions atmosphériques de ces dernières années ont éprouvé le vignoble, nécessitant des soins de plus en plus coûteux pour des récoltes parfois médiocres.

Pour ces raisons et en particulier pour le relèvement du cours du vin à la production et la suppression du blocage imposé par l'Etat, les viticulteurs du Midi ont organisé, il y a trois ans, des manifestations afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation misérable.

Ces manifestations, si elles ont été spectaculaires, n'ont pas été de longue durée. Trop d'intérêts souvent étrangers à la profession, ont joué le rôle de frein. La légère augmentation du prix du vin qui a été obtenue n'est pas une solution définitive aux problèmes qui se posent.

Il est grand temps que les vigneron et en particulier les syndicats d'ouvriers agricoles qui groupent la couche sociale la plus défavorisée engagent l'action revendicative pour:

— Le relèvement du prix du vin à la production sans augmentation du prix à la consommation, par la suppression d'intermédiaires inutiles et la diminution des taxes d'Etat.

— La suppression du blocage et de la distillation obligatoire.

— De véritables garanties contre les calamités agricoles et le chômage.

— La diminution du prix des sulfates et engrais.

— La mise rapide en chantier du plan prévu d'irrigation du Bas-Languedoc qui permettrait un changement de culture.

— Des crédits à long terme et à faible intérêt.

En luttant pour leurs revendications, unis dans et pour l'action, les vigneron du Midi resteront ainsi fidèles à l'esprit du grand mouvement de 1907.

M. THOUREL.

ON NOUS ECRIT :

.... Je lis régulièrement, parmi beaucoup d'autres, votre journal qui m'intéresse réellement. Il serait souhaitable que parfois vous alliez au devant d'objections de certains membres du PCF...

Ainsi, dans plusieurs articles, vous expliquez que l'indifférence actuelle de la classe ouvrière vis-à-vis de la politique du PCF est due à l'absence de programme d'action concret de ce Parti qui se contente de faire de la propagande pour un gouvernement fidèle au « contrat » (comme on peut le lire dans une déclaration du Bureau Politique reproduit dans le dernier numéro des Cahiers) du 2 janvier.

Comment les ouvriers qui ne bougent pas pour une sorte de gouvernement de Front Républicain que pourrait soutenir le groupe parlementaire entreraient-ils en lutte pour un gouvernement de Front Unique des organisations ouvrières comme les trotskystes le proposent?

A. G., Achères.

Pour mobiliser la classe ouvrière, seule capable d'entraîner l'ensemble des travailleurs, il faut un programme ouvrier, dont les différents chapitres doivent être en harmonie avec leurs revendications. Il faut aussi proposer des formes d'action appropriées. L'étude des mouvements prouve que les travailleurs revendiquent des augmentations de salaires beaucoup plus élevées que celles qui figurent dans les programmes de la CGT dont les principaux dirigeants sont membres du CC du PCF et de ses Fédérations d'industrie qui n'ont pas d'ailleurs de mots d'ordre centraux (pour ne pas parler de FO et de la CCT). Sur les formes d'action pour faire aboutir les revendications: Comités à la base, offen-

sive ouvrière, l'Humanité, le Peuple, la V. O. sont muets.

La lutte contre la guerre d'Algérie? Qui peut croire maintenant à l'efficacité des pétitions. Ce que voudraient les travailleurs, c'est un Comité National représentatif s'appuyant sur des Comités locaux dont l'épine dorsale serait le prolétariat.

Or, le programme de la CGT et du PCF pourrait très bien être le programme d'un éventuel Gouvernement reposant en partie sur une combinaison parlementaire avec le PCF. Mais, voilà, les mots d'ordre du programme ne sont pas ceux sur lesquels les travailleurs se mobilisent dans les entreprises. Et si le PCF ne reprend pas ces mots d'ordre, ces revendications auxquelles les travailleurs parviennent, hélas par tâtonnement, c'est précisément parce qu'ils sont incompatibles avec celui d'un « gouvernement de gauche ».

Programme ouvrier et offensive ouvrière incompatibles avec le gouvernement que le PCF appelle de ses vœux, ou mot d'ordre de « respect des engagements électoraux du 2 janvier 1956 », mais pas d'action ouvrière généralisée. C'est la deuxième ligne que Thorez a choisie et elle contraint à l'attentisme.

Pourquoi « les ouvriers ne bougent pas pour une sorte de gouvernement de Front Républicain qui pourrait soutenir le groupe parlementaire du PCF »?

Parce que ce Gouvernement ne peut pas avoir un programme de classe sur les différents chapitres auquel les ouvriers pourraient se mobiliser.

R. MERLIN.